

« Webin'Mada » : coopérer aujourd'hui et récolter demain !

« Webin'Africa spécial Mada » est un rendez-vous fort du réseau Afrique Australe et Océan Indien de la DGER. Plus qu'un simple webinaire, ce rendez-vous a réuni une mosaïque d'acteurs français et malgaches autour d'un objectif commun : donner envie, montrer les possibles !

Le but pour les participants du Webin'Africa, qui s'est tenu le mercredi 7 mai 2025, était d'inscrire la coopération internationale au cœur des stratégies des établissements de formation agricole français, tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour la jeunesse malgache et le développement d'une agriculture durable.

Une coopération au service de l'avenir agricole

Le chef du Bureau des Relations Européennes et de la Coopération Internationale (BRECI-DGER), Franck Feuillatre, a ouvert la rencontre en posant un cadre politique et stratégique clair :

La coopération internationale n'est pas une option, mais une mission essentielle de l'enseignement agricole. Elle s'appuie sur des bases juridiques solides et se décline dans les politiques publiques françaises et européennes.

Formation, recherche, innovation, transition agroécologique : autant de leviers pour bâtir des systèmes agricoles durables. Inscrite dans les priorités fixées lors du discours de Ouagadougou en 2017 et confirmées par le Nouveau Sommet

Afrique-France en 2021, cette dynamique repose sur quatre engagements concrets.

4 engagements depuis 2027

- accompagner les réformes des dispositifs de formation agricole,
- renforcer les mobilités étudiantes et enseignantes dans les deux sens,
- co-construire des formations croisées et des doubles diplômes,
- soutenir les jeunes entrepreneurs africains.

Ces orientations donnent à la coopération une dimension résolument opérationnelle, au service de la jeunesse et de l'innovation agricole.



Madagascar, un partenaire clé

Pour Rachid Benlafquih, chargé de mission zone Afrique au BRECI, les « Webin’Africa » sont un outil de dynamisation des réseaux et d’ancrage de partenariats durables. Ils permettent de croiser les expériences, de créer des synergies et de poser les bases de partenariats durables.

Madagascar, pays jeune et agricole, s’impose comme un partenaire prioritaire avec une démographie marquée par la jeunesse (75 % de la population a moins de 30 ans), un poids considérable de l’agriculture (27 % du PIB, 64 % des emplois) et des défis structurels majeurs (accès au foncier, aux financements, aux intrants, aux infrastructures, adaptation climatique, lutte contre la déforestation et la désertification).

Ses défis sont donc immenses mais les opportunités sont tout aussi grandes. Dans ce contexte, l’agroécologie est perçue comme un levier stratégique. Elle lie la production agricole à la préservation des ressources, en ancrant les systèmes alimentaires dans les territoires. La coopération internationale, intégrée et transversale, vise ainsi à relier formation, recherche et innovation pour renforcer les chaînes de valeur locales.



Acteurs engagés et visions partagées

Le webinaire a donné la parole à plusieurs intervenants majeurs.

Martin Parent, conseiller aux affaires agricoles pour l'Afrique de l'Est et l'Océan Indien, a dressé un diagnostic sans appel : une agriculture familiale peu productive, une pauvreté endémique (80 % de la population), une malnutrition infantile chronique, un déficit d'infrastructures. Face à ces défis d'une agriculture familiale encore fragile, selon lui, la clé réside dans la formation agricole initiale et continue, seul levier pour structurer une agriculture plus résiliente et innovante.

Mme Hoby Rakotoarison (MINAE) a présenté la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR) 2023–2035, pilier de la modernisation agricole et de l'emploi des jeunes à Madagascar. Son objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire, créer des emplois durables pour les jeunes, moderniser les exploitations familiales. Pour cela, la coopération internationale avec une mobilité des formateurs, une digitalisation pédagogique et les créations de fermes-écoles figurent parmi les priorités.



A
d
r
ie
n
Le
pa
ge
(A
gri
sud
)
a
il
lu
st
ré
un
e
ap
pr
oc
he
or
ig
in
al
e,
a
dé
ta
il
lé
l'
ex
pé
ri

en
ce
in
no
va
nt
e
de
s
«
ma
ît
re
s
ex
pl
oi
ta
nt
s
».
Ce
s
ag
ri
cu
lt
eu
rs
fo
rm
és
de
vi
en
ne
nt

de
s
re
la
is
au
pr
ès
de
le
ur
s
pa
ir
s,
tr
an
sm
et
ta
nt
le
ur
s
sa
vo
ir
s
su
r
le
te
rr
ai
n,
en
co

mp
lé
me
nt
de
s
di
sp
os
it
if
s
cl
as
si
qu
es
.

Flore Ferraro (AFDI) a mis en lumière le partenariat avec le réseau SOA, fédérant 34 organisations paysannes. Depuis 2016, plus de 100 leaders paysans ont été formés, dont 80 % de jeunes, avec une forte participation des femmes. Cette dynamique favorise la gouvernance locale, la résilience climatique et l'implication citoyenne.

Toutes ces interventions convergent vers un constat partagé : la formation est le pilier central de la transformation agricole à Madagascar.

« Former aujourd'hui, c'est construire l'agriculture de demain ! »

Mobilités et échanges : des expériences concrètes

La coopération prend aussi corps dans la mobilité. Les expériences partagées l'ont prouvé, entre des jeunes malgaches engagés en service civique en France, des étudiants français

accueillis à Madagascar dans des projets agricoles et culturels et des enseignants et chercheurs en mobilité croisée.

Formaterra, établissement agricole de La Réunion, le lycée de Coconi à Mayotte ou encore les lycées de Coutances (Normandie) et de Bressuires (Vendée) ont tous présenté leurs projets. Entre expérimentations agroécologiques, partenariats scientifiques et mobilités étudiantes, ces initiatives montrent l'impact profond de la coopération : enrichissement interculturel, ouverture des horizons professionnels, renforcement des liens humains ainsi que l'impact concret sur les trajectoires individuelles de ceux qui la vivent.



Un réseau en mouvement

Le réseau *Afrique Australe Océan Indien* – AAOI du l'enseignement agricole (DGER) fédère les établissements

techniques et supérieurs, en métropole comme en outre-mer. Agnès Estager, animatrice du réseau AA0I a rappelé que ce dernier vit à travers ses établissements, ses enseignants, ses élèves et leurs projets et que sa mission principale est de structurer, valoriser, capitaliser les coopérations, ainsi qu'accompagner les initiatives locales.

Les journées nationales de formation (PNF) « Comment réussir vos projets avec l'Afrique subsaharienne » en sont une illustration : elles aident concrètement les établissements à se lancer dans l'aventure.



La
dy
na
mi
qu
e
es
t
la
nc
ée
!
De
no
uv
ea
ux
ac
cu
ei
ls
de
se
rv
ic

es
ci
vi
qu
es
ma
lg
ac
he
s
so
nt
pr
og
ra
mm
és
dè
s
20
25
,

de
s

mo
bi
li
té

s

co
ll

ec
ti

ve
s

pr
év

ue
s
po
ur
20
26

,
et
en
pe
rs
pe
ct
iv
e,
un
e
mi
ss
io
n
ex
pl
or
at
oi
re
à

Ma
da
ga
sc
ar
da
ns
l'
an

né
e
20
26

Et demain ?



Le
«
We
bi
n'
Af
ri
ca
sp
éc
ia
l
Ma
da
»
a
mi
s
en
év
id
en
ce
un
e
ré
al

it
é
si
mp
le
. Fa
ce
au
x
dé
fi
s
cl
im
at
iq
ue
s
et
so
ci
au
x,
au
cu
n
pa
ys
ne
pe
ut
av
an
ce
r
se

ul
.
La
co
op
ér
at
io
n
in
te
rn
at
io
na
le
da
ns
l'
en
se
ig
ne
me
nt
ag
ri
co
le
es
t
un
in
ve
st
is
se

ment
st
ra
té
gi
qu
e,
au
ta
nt
po
ur
la
Fr
an
ce
qu
e
po
ur
Ma
da
ga
sc
ar
.

Les participants repartent avec une conviction commune : former aujourd’hui, c'est bâtir l’agriculture de demain !

La coopération n'attend que des volontaires pour continuer à semer aujourd’hui les récoltes de demain.

Et cette aventure, loin d'être réservée à quelques « pionniers », s'adresse à tous les établissements, enseignants, apprenants, étudiants et partenaires désireux de contribuer.

Alors, et pourquoi pas vous ?!



Retrouvez [le lien pour visionner le Webinaire](#)



Po
ur
sa
vo
ir
pl
us
:
[Dr](#)
[iv](#)
[te](#)
[xt](#)
[e](#)
[in](#)

té
gr
al
—
li
st
in
g
pa
rt
ic
ip
an
ts
—
sy
nt
hè
se
et
pe
rs
pe
ct
iv
es

Contact : Agnès ESTAGER, animatrice du réseau géographique Afrique Australe Océan Indien de la DGER,
agnes.estager@educagri.fr

L'eau : enjeu de 30 ans de coopération

Dans le cadre du programme Erasmus+ et d'une coopération de longue date, trois enseignants-chercheurs de l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement, basé à Ouagadougou au Burkina Faso, ont été accueillis à l'ENGEES.

Du 16 au 19 juin 2025, le séjour des partenaires Burkinabés a été l'occasion de renforcer les échanges pédagogiques et scientifiques entre les deux établissements, partenaires historiques depuis plus de trente ans.

Moussa Diagne FAYE, Lawani Adjadi MOUNIROU et Harinaivo Anderson ANDRIANISA, tous trois enseignants-chercheurs* de l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2iE), ont été accompagnés pour suivre un programme riche tout au long de leur séjour par Adrien WANKO et Sylvain PAYRAUDEAU, enseignants-chercheurs à l'ENGEES, ainsi que par Caroline SCHMITT-PIQUEREL, responsable des relations internationales. Leur programme a mêlé immersion dans la vie académique de l'école, visites techniques et temps d'échange sur les projets de recherche et de formation communs.

Les trois collègues du 2iE ont notamment participé à plusieurs travaux dirigés, visité les laboratoires et sites d'étude de l'ENGEES, et animé une conférence à destination des élèves



ENG
ges
p
o
t
a
b
l
e
a
u
B
u
r
k

ina Faso.

Un partenariat de longue date et toujours actif

Les liens entre l'ENGEES et le 2iE remontent à 1994 et se sont progressivement renforcés au fil des années. Lawani Adjadi MOUNIROU se souvient être venu à l'ENGEES en 2003 en tant qu'étudiant. A cette époque chaque élève du département Génie de l'eau rejoignait Strasbourg pour un séjour de formation de 2 semaines.

En 2014, la collaboration s'est étendue : du côté de la recherche, avec notamment des thèses codirigées autour du traitement des boues de vidange, ainsi que du côté des mobilités étudiantes devenues régulières.

Un cadre Erasmus+ pour structurer les échanges

Grâce au programme Erasmus+, l'ENGEES a pu accueillir officiellement ces enseignants dans le cadre d'une mission d'enseignement et d'échange de bonnes pratiques. L'un des objectifs était aussi de consolider un projet de formation de techniciens de l'eau initié il y a plusieurs années en partenariat.

Caroline SCHMITT-PIQUEREL souligne : « Erasmus+ permet de financer sur trois ans des projets structurants hors Europe. Ce partenariat avec le 2iE est particulièrement cohérent car nos formations sont très alignées sur les thématiques de l'eau et de l'environnement. Les mobilités étudiantes en sont facilitées et nous avons déjà accueilli 17 étudiantes et étudiants du département Génie de l'eau du 2IE pour un semestre minimum ».

Pour Sylvain PAYRAUDEAU, cette relation repose sur une vision commune :

« L'intérêt de notre collaboration, c'est ce double regard Sud-Nord, qui apporte aux étudiants une richesse d'analyse et de compréhension des enjeux [communs]. »

Regards croisés sur les pratiques pédagogiques



Durant leurs séjours, les enseignants-chercheurs du 2iE ont observé de près les méthodes pédagogiques mises en œuvre à l'ENGEES, notamment l'approche par projet et la place accordée à l'autonomie des étudiants. A 2iE, les cours magistraux et l'enseignement en face à face restent très ancrés dans les habitudes éducatives,

du primaire jusqu'à l'université. Cela rend difficile la transition vers des formats plus actifs, comme l'auto-apprentissage ou les projets collectifs. C'est dans ce sens que l'approche par compétence et par projet est entrain d'être mis en œuvre au sein de l'établissement.

À l'ENGEES, ce changement de méthode est aussi le fruit d'une expérience collective, comme l'explique Sylvain PAYRAUDEAU :

« On s'est rendu compte qu'après les cours en amphithéâtre d'hydrologie, il fallait souvent tout réexpliquer en début de TD. C'était contre-productif. Nous avons modifié notre manière d'enseigner certaines unités d'enseignements en allant directement sur le terrain ».

Une collaboration porteuse d'enjeux scientifiques

Pour les équipes des deux institutions, ce séjour représente une étape clé dans la consolidation des liens entre l'ENGEES et le 2iE.

Au-delà de la formation, cette collaboration représente un fort intérêt sur le plan de la recherche. Adrien WANKO, souligne l'intérêt des collaborations.

« Le contexte sahélien, avec ses contraintes extrêmes, offre un terrain d'étude précieux. Cela permet de tester des hypothèses, de confronter des approches, et d'éprouver nos méthodes sur des réalités très concrètes ».

Lawani Adjadi MOUNIROU, conclut cette visite : « Ces échanges sont source d'inspiration. Cela nous permet de voir comment enseigner différemment, d'explorer des synergies en recherche, et de construire ensemble des projets au service des enjeux de l'eau, de l'environnement, des aménagements et de l'énergie. »

Le séjour de ces trois enseignants-chercheurs marque une

nouvelle étape dans une coopération, certes de très longue date, mais toujours bien vivante, en constante évolution, et résolument tournée vers les défis partagés de l'eau et de l'environnement.

*Jeanne Nébié, en charge de la qualité au 2IE a également effectué un séjour de quelques jours à l'ENGEES peu avant, dans le cadre de ce partenariat du programme Erasmus+. Elle a accompagné Aude Distel, chargée de la qualité à l'ENGEES durant l'audit interne.

En savoir plus sur la [place de l'international à l'ENGEES](#)

Contact : Caroline SCHMITT-PIQUEREL, Responsable du Service Relations Internationales – École Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg, caroline.schmitt@engees.unistra.fr

A l'heure de la reconstruction

Une délégation gouvernementale nippone est venue à la rencontre de représentants de l'enseignement supérieur, de l'enseignement technique et de la recherche dans le domaine agricole en France. Le ministre japonais, chargé de la reconstruction, a visité l'institut Agro de Montpellier.

Un intérêt porté par le gouvernement japonais sur les initiatives locales innovantes sur le plan de la recherche et de l'éducation dans un contexte de partenariats internationaux.

La délégation japonaise a été accueillie dans les locaux de

l’Institut Agro à Montpellier toute la matinée du vendredi 27 juin 2025. Elle était conduite par Monsieur le Ministre Norikazu SUZUKI, en charge de la reconstruction de la région de Fukushima. En effet, après le tremblement de terre qui a causé un tsunami et un accident nucléaire de grande ampleur en 2011, l’état japonais déploie une grande énergie afin que ce territoire puisse être réhabilité. Le ministre était accompagné par Monsieur Tomohiko ARAO, directeur de F-REI (The Fukushima Institute for Research, Education and Innovation) et aussi par Monsieur TAKAZAWA, Consul Général adjoint du Japon à Marseille.

L’Institut Agro avait réuni de son côté un certain nombre d’acteurs de la recherche, de l’enseignement technique et de l’enseignement supérieur agricole pour cette occasion. La rencontre a été organisée par Monsieur Jean-Luc BOSIO, chef du service des relations internationales et des langues de l’Institut Agro de Montpellier.

La réunion a commencé par une présentation de l’Institut Agro par Madame Carole SINFORT, directrice de l’Institut, qui a présenté son établissement. Monsieur le Ministre a été particulièrement intéressé par le devenir des étudiants après l’obtention de leur diplôme.

Monsieur BOSIO a ensuite présenté les relations internationales de l’Institut. Le Ministre a salué la richesse des réseaux internationaux de l’établissement et en particulier l’intensité des échanges avec le monde universitaire japonais notamment sur les questions du vin.

Madame Atsuko TANIGOME, enseignante chercheuse de l’université du Japon (NIHON DAIGAKU) qui a pris la parole pour présenter ses recherches qu’elle mène depuis quelques mois à l’Institut Agro dans le domaine de l’alimentation.

Monsieur Franck COPIN, animateur du réseau Japon de l’enseignement agricole a présenté les échanges qui concernent



les lycées agricoles français et japonais avec les mobilités d'élèves et les échanges de pratiques entre établissements. Monsieur le Ministre a particulièrement manifesté un vif intérêt sur le financement des mobilités des apprenants. Il a salué l'initiative qui a eu lieu en février 2025 avec les premières rencontres du réseau Japon qui ont rassemblé 11 établissements français et japonais à Yssingeaux au sein de l'ensemble scolaire dirigé par Monsieur COPIN. Monsieur le Ministre a proposé que les prochaines rencontres en 2026 se fassent au Japon dans la Province YAMAGATA, dont il est le député.

Monsieur Florent CHAZARENC, chef de projet Asie de l'INRAE, a ensuite pris la parole pour présenter les activités menées par l'INRAE et en particulier les nombreux échanges menés en partenariat avec le Japon.

La délégation s'est ensuite rendue à AGROPOLIS et a été accueillie par Mélanie BROIN qui a fait la présentation de l'institution, fruit d'un partenariat entre de nombreux acteurs territoriaux et moteur de la coopération





internationale dans le domaine de l'ag

Photo de tête d'article, crédit Banque d'image Pexels – Sagae, Province de YAMAGATA, photo Denis P.

Contact : Franck COPIN, animateur du réseau Japon de l'enseignement agricole, franck.copin@cneap.fr

Afrique du Sud et Kenya : nouvelles collaborations avec INRAE

INRAE était présent à la réunion annuelle des scientifiques agricoles au G20-MACS en Afrique du Sud, fin mai 2025, avant de poursuivre des échanges fructueux avec ses partenaires kenyan.

Conduite par Philippe Mauguin, président-directeur général

d'INRAE, une délégation française s'est rendue en Afrique du Sud pour participer à la réunion annuelle des scientifiques agricoles en chef du G20 MACS – Meeting of Agricultural Chief Scientists. L'occasion pour INRAE de rencontrer ses partenaires en Afrique du Sud puis au Kenya et développer de nouveaux projets de collaboration, dans une approche fédératrice à la fois en termes d'équipe France et dans le cadre de l'initiative TSARA.

Organisée par l'Agricultural Research Council (ARC) sud-africain, la réunion des scientifiques agricoles en chef du G20 s'est tenue du 26 au 28 mai 2025 en Afrique du Sud. Cette rencontre annuelle permet à ses membres (représentants ministériels et d'organismes de recherche agricole) d'échanger sur les systèmes de recherche agricole et les perspectives de développement des pays du G20 et d'énoncer des recommandations en amont des rencontres ministérielles et du sommet du G20. La délégation française, conduite par Philippe Mauguin, président-directeur général d'INRAE, comptait également Thierry Caquet, vice-président International d'INRAE, Joachim Huet, chargé de coopération multilatérale à la direction des Relations internationales d'INRAE, et Andrée Sontot, représentante du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

Au programme de cette rencontre : la transformation des systèmes agroalimentaires, la gestion durable de la biodiversité, des ressources génétiques et des ressources naturelles, la santé des sols, l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, ainsi que les enjeux de bioéconomie et d'agriculture numérique.



Philippe Mauguin a introduit la première réunion thématique consacrée à la trans

s f
o r
m a
t i
o n
d e
s
s y
s t
è m
e s
a l
i m
e n
t a
i r
e s

.

I l
a
a p
p e
l é
l e
s

É t
a t
s
d u
G 2
à
«
e n
c o
u r
a g
e r

l'
in
té
gr
at
io
n
in
te
rs
ec
to
ri
el
le
en
tr
e
le
s
sc
ie
nc
es
ag
ri
co
le
s,
du
cl
im
at
,
de
la
bi

od
iv
er
si
té
,

de
la
nu
tr
it
io
n
et
le
s
sc
ie
nc
es
so
ci
al
es
af
in
de
gé
né
re
r
de
s
co
nn
ai
ss

an
ce
s
ho
li
st
iq
ue
s
et
ex
pl
oi
ta
bl
es
;
à
so
ut
en
ir
le
s
pa
rt
en
ar
ia
ts
in
te
rn
at
io
na
ux

de
re
ch
er
ch
e
et
d'
in
no
va
ti
on
ai
ns
i
qu
e
la
co
op
ér
at
io
n
in
te
rg
ou
ve
rn
em
en
ta
le
po
ur

tr
an
sf
or
me
r
le
s
sy
st
èm
es
al
im
en
ta
ir
es
et
l'
ag
ri
cu
lt
ur
e
pa
r
la
re
ch
er
ch
e
;
et
en

fi
n
à
re
nf
or
ce
r
l'
in
te
rf
ac
e
sc
ie
nc
e-
po
li
ti
qu
e
en
do
nn
an
t
au
x
in
st
it
ut
io
ns
de

co
nn
ai
ss
an
ce
le
s
mo
ye
ns
d'
ét
ab
li
r
de
s
mé
ca
ni
sm
es
dy
na
mi
qu
es
d'
éc
ha
ng
es
bi
di
re
ct

io
nn
el
s.
»
Il
a
no
ta
mm
en
t
ci
té
l'
in
it
ia
ti
ve
TS
AR
A
(T
ra
ns
fo
rm
er
le
s
sy
st
èm
es
al
im

en
ta
ir
es
et
l'
ag
ri
cu
lt
ur
e
pa
r
la
re
ch
er
ch
e
en
pa
rt
en
ar
ia
t
av
ec
l'
Af
ri
qu
e)
co
mm
e

un
ca
dr
e
pe
rt
in
en
t
po
ur
co
nc
il
ie
r
ce
s
ob
je
ct
if
s.

L'Initiative TSARA

Fondée sur la co-construction entre des institutions de recherche et de formation en Afrique et en Europe, l'initiative TSARA vise à développer une recherche partenariale de long terme pour accompagner la transformation des systèmes alimentaires et agricoles. Elle met en regard les défis que l'Afrique et l'Europe ont à relever ensemble, à travers le partage de savoirs et de pratiques, des projets et actions de recherche, d'innovation et de formation, pérennes et à impact.

INRAE, le Cirad et l'Université de Pretoria formalisent leur collaboration

Pour les rencontres en marge du G20-MACS, la délégation

intégrait également Aurélien Leynet, attaché de coopération scientifique et universitaire, à l'ambassade de France, Jean-Marc Bouvet, directeur régional Afrique australe et Madagascar du Cirad et représentant INRAE, Laurent Vidal, directeur du bureau conjoint CNRS-IRD-Cirad en Afrique du Sud, et Séverine Jaloustre, directrice adjointe du F'SAGRI.

Classée parmi les meilleures en Afrique, l'Université de Pretoria entretient une collaboration depuis plusieurs années avec le Cirad et INRAE. Membre fondateur de l'initiative TSARA et impliquée dans le projet FAMA (Food and Microbiota in Africa), elle l'est également dans l'initiative internationale One Water Vision. Le déplacement de la délégation française en Afrique du Sud a ainsi permis de signer un accord tripartite entre INRAE, le Cirad et l'université de Pretoria. Cet accord formalise les collaborations autour de la durabilité des systèmes agricoles.

[One Water Vision : une coopération internationale portée par l'innovation spatiale](#)



One Water Vision est un programme international ambitieux qui vise à améliorer la gestion des

ressources en eau à travers des outils innovants et une coopération scientifique mondiale. Les missions spatiales SWOT et TRISHNA, avec leurs données d'une précision inégalée, joueront un rôle central pour compléter les services existants et mieux comprendre les cycles de l'eau, y compris dans les régions les plus isolées.

Quelques jours plus tôt, la délégation INRAE avait participé à un temps d'échange à propos du F'SAGRI, ce « French South African Agricultural Institute ». Mis en place en 2015, il vise à renforcer les capacités de 4

« universités historiquement défavorisées » – les universités de Venda, du Limpopo, de Fort Hare et du Zululand – (formation d'étudiants, d'enseignants, programmes de recherche communs) et d'appuyer le développement d'entreprises innovantes du secteur agricole et agroalimentaire. L'occasion de présenter INRAE et l'initiative TSARA à la quarantaine de participants et d'envisager les synergies à mettre en place.

À la rencontre de l'écosystème de recherche kenyan



Visite de l'Université de Nairobi par la délégation française

La
se
co
nd
e
pa
rt
ie
du
dé
pl
ac
em
t
s'
es
t
dé
ro
ul
ée
à
Na
ir
ob
i,
au

Ke
ny
a,
af
in
de
pe
rm
et
tr
e
à
la
dé
lé
ga
ti
on
IN
RA
E
de
re
nc
on
tr
er
le
s
ac
te
ur
s
de
l'
éc
os

ys
tè
me
de
re
ch
er
ch
e
et
fo
rm
at
io
n
ag
ri
co
le
ke
ny
an
:
l'
IC
IP
E
(I
nt
er
na
ti
on
al
Ce
nt
re

o f
I n
s e
c t
P h
y s
i o
l o
g y
a n
d
E c
o l
o g
y)
,l e
K A
L R
0
(K
e n
y a
A g
r i
c u
l t
u r
a l
&
L i
v e
s t
o c
k
R e
s e

ar
ch
Or
ga
ni
za
ti
on
) ,
l'
un
iv
er
si
té
de
Na
ir
ob
i
et
le
ce
nt
re
CG
IA
R
IL
RI
(I
nt
er
na
ti
on
al

Li
ve
st
oc
k
Re
se
ar
ch
In
st
it
ut
e)

.

La
ur
ic
Cé
ci
ll
on

,

CO

CA

C

ad

jo

in

t

et

AC

SU

à

l '

Am

ba

s s
a d
e
d e
F r
a n
c e
,

A l
e x
a n
d r
e
C a
r o
n
r e
p r
é s
e n
t a
n t
l a
D i
r e
c t
i o
n
r é
g i
o n
a l
e
d u
C i
r a
d

et
Ma
ri
e
Sc
hi
ll
ch
ef
fe
de
pr
oj
et
TS
AR
A
à
IN
RA
E
on
t
co
mp
lé
té
la
dé
lé
ga
ti
on
IN
RA
E
mo

bi
li
sé
e
pr
éc
éd
em
me
nt
en
Af
ri
qu
e
du
Su
d.

Il s'agissait, en association avec le Cirad et l'IRD, d'initier ou de renforcer l'implication de ces acteurs kenyans dans TSARA, d'identifier des pistes de projets conjoints à développer dans le cadre de cette initiative, de poser les bases de la 4^e assemblée générale de TSARA (prévue à Nairobi en 2026) et de préparer la future co-présidence africaine de TSARA qui sera prise en 2026 par le directeur général de l'ICIPE, Dr Abdou Tenkouano.

Les échanges ont été fructueux. TSARA est apparu comme un cadre de travail pertinent de développement des collaborations, dans une approche fédératrice des thèmes, dispositifs, partenariats, à l'échelle régionale et continentale, renforçant la place du Kenya et fédérant les membres français.

Thématiques d'intérêt partagé :

- One health, territoires de santé, agroécologie, santé des plantes et des animaux
- les sols (préservation et restauration, séquestration du carbone, biofertilisation)
- l'élevage (génétique et races locales, alimentation, santé, zoonoses, AMR, mitigation des GES)
- la nutrition-santé et le microbiote
- l'agriculture en zone sèche et la gestion de l'eau
- le numérique (gestion des datas, intégrées et accessibles à tous, digital technologies et justice climatique)
- le renforcement des capacités, la formation, l'innovation, les mobilités, pour les étudiants et les scientifiques mais également les agriculteurs
- l'interface science-politique et la prospective.

Il a été convenu de monter des projets conjoints, en mobilisant les dispositifs de soutien propres aux organismes, ceux nationaux, européens et internationaux, et en valorisant de nombreux points d'appui existants :

- les différentes task forces thématiques de TSARA
- le dP TRACE en cours de co-construction (Transforming agriculture for animal, crop and ecosystem health)
- les initiatives PREZODE, OFVi, OWVi ; les PEPR ou PPR Agroécologie et numérique et Managing environmental hotspots and transmission of AMR
- le projet AMI INRAE pour TSARA MIPClan-Living lab
- le consortium international STAR-IDAZ, etc.

Les perspectives de 2026 (sommet Afrique-France, coprésidence kenyane de TSARA) constituent des jalons particulièrement motivants pour l'action collective. Les institutions ont convenu d'organiser prochainement des échanges entre scientifiques et d'initier des collaborations concrètes sur les thèmes partagés. KALRO, l'université de Nairobi et ILRI envisagent leur adhésion à TSARA.

Une rencontre avec la scientifique en chef du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), dont le siège est à Nairobi, a été organisée sous l'égide de l'ambassade de France. Elle a permis de poser les bases d'un futur accord-cadre pentapartite entre INRAE, le Cirad, l'IRD, le CNRS et le PNUE. Parmi les domaines de collaboration identifiés : la santé des sols, la séquestration du carbone dans les sols, la

résistance aux antimicrobiens, la télédétection par satellite, l'approche One health ou encore les aspects de prospectives, d'expertise collective scientifique et d'appui aux politiques publiques.

En savoir plus sur [l'initiative TSARA, transformer les systèmes alimentaires et l'agriculture par une recherche en partenariat avec l'Afrique – publication avril 2024](#)

Photo de tête de l'article : Signature d'un accord tripartite entre Jean-Marc Bouvet, représentant du Cirad, Francis Petersen, vice-président de l'université de Pretoria, et Philippe Mauguin, PDG d'INRAE.

Rédacteurs de l'article : Joachim HUET, Chargé d'affaires multilatérales, joachim.huet@inrae.fr

Contributeurs : Marie Schill, Cheffe de projet TSARA, marie.schill@inrae.fr et Tom Collet, Chargé de partenariats Afrique, tom.collet@inae.fr – Direction des relations internationales – INRAE

Contact : Alexandre COURTOUX, Chargé de mission Recherche et Innovation internationales – Direction générale de l'enseignement et de la recherche – MASA, alexandre.courtoux@agriculture.gouv.fr